

COMMENTAIRE

Comme un goût d'animalerie

JÉRÔME CACHIN

L'heure de vérité approche pour le projet de Musée des beaux-arts à Bellerive. Les ingrédients de ce nouvel épisode ressemblent furieusement à ceux d'une précédente affaire: le projet d'animalerie de souris pour l'Université de Lausanne, sèchement rejeté par la population.

Souvenons-nous qu'en novembre 2005, six votants sur dix disaient non à ce bâtiment voulu par l'Université de Lausanne au nom de la science, de la recherche et de l'industrie. Trois ans plus tard, combien diront oui à l'«écriin» que réclament artistes et collectionneurs au nom de la culture et du tourisme? Dans les deux cas, il y a entre le pouvoir et l'opinion publique un mur épais dont le ciment mêle complexes d'infériorité et terrorisme intellectuel. Et le reproche d'un manque de planification recommence à se faire entendre: à la critique des doublons succède celle de l'absence de projet pour le Palais de Rumine et les autres musées cantonaux. Quant à la fibre verte, tout est là pour qu'elle vibre à nouveau: on sacrifiait des souris, on sacrifiera le paysage.

Après l'objet, c'est le climat qui a comme un air de déjà-vu. En 2005 la population venait de refuser des hausses d'impôts, pour presser l'Etat à de nouvelles économies. En 2008, le ciel financier est à peine rede-

venu plus clément que de petits nuages commencent à noircir l'horizon: la remise à niveau de la caisse de pensions de la ville de Lausanne qu'on devine coûteuse, ou encore les conséquences des crises financières.

Enfin voyons les acteurs. Contre l'animalerie, la lutte était menée par une poignée de députés et de militants d'un peu tous les partis, alliée à un patriarche de l'écologie. Contre le projet de Bellerive, c'est aussi une troupe bigarrée qui en appelle au peuple. Et trois ans après la figure de la Société vaudoise de protection des animaux Samuel Debrot, c'est la star de la protection du patrimoine Franz Weber qui joue ce rôle de patriarche en parrainant l'opération. Les opposants ont cet avantage: le sauveur de Lavaux peut, tout comme le vétérinaire, ouvrir le porte-monnaie.

Du côté des partisans, les milieux directement intéressés sauront-ils mettre les mains dans le cambouis politique? En 2005 l'engagement des chercheurs et des patrons fut au mieux brouillon, leur campagne inaudible. De rares députés se risquèrent dans cette galère et la ministre de la Formation et de la culture Anne-Catherine Lyon resta au second plan. Qu'en sera-t-il en 2008? Avec les mêmes ingrédients, ratera-t-on à nouveau le plat? |